

Arrêté

**Fixant des prescriptions complémentaires à la société CVBE E24 PORT DE BORDEAUX pour
l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

située sur la commune de Ambares et Lagrave

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Étienne GUYOT, Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, Préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 12 novembre 2024 donnant délégation de signature à Madame Aurore LE BONNEC, Secrétaire Générale de la préfecture de la Gironde ;

VU l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures (PDM) correspondant ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Gironde et milieux associés approuvé le 30 août 2013 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Nappes profondes de Gironde approuvé le 25 novembre 2003 et révisé le 18 juin 2013 ;

VU l'arrêté d'enregistrement du 21 avril 2022 relatif à la création d'une installation de méthanisation par la société CVBE E24 Port de Bordeaux à Bassens et Ambarès-et-Lagrave ;

VU l'arrêté du 10 novembre 2022 fixant des prescriptions complémentaires à la société CVBE E24 Port de Bordeaux pour l'exploitation d'une installation de méthanisation située sur les communes de Bassens et Ambarès-et-Lagrave ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières au projet, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'application de la démarche Éviter, Réduire, Compenser conformément à l'article L.163-1 du code l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir les intérêts mentionnés à l'article R.122-5 du Code de l'environnement, notamment la séquence « Éviter - Réduire - Compenser » ;

CONSIDÉRANT la proximité immédiate de zones humides et les incidences directes et indirectes du projet en phases travaux et d'exploitation sur l'altération des fonctionnalités des zones humides sur une surface de 9 745 m² ;

CONSIDÉRANT la disposition D41 du SDAGE Adour Garonne 2022-2027, qui impose un taux de compensation qui contribue à générer une équivalence en termes de biodiversité et de fonctionnalités par rapport à la surface de zone humide détruite. En cas d'absence de cette démonstration, la compensation doit être effectuée à minima à hauteur de 150 % de la surface perdue ;

CONSIDÉRANT que le déclarant propose des mesures compensatoires engendrant, sur le site de compensation, un gain écologique par rapport à l'existant au moins équivalent aux pertes fonctionnelles ;

CONSIDÉRANT que les mesures compensatoires font l'objet d'un plan de gestion et de mesures de suivi ;

CONSIDÉRANT la convention temporaire d'occupation du domaine public entre CVBE E24 et le GPMB pour une durée de 30 ans concernant les parcelles de compensation ;

Sur Proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1.1 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES AVANT LE DÉMARRAGE DES TRAVAUX

Les zones présentant un enjeu environnemental particulier sont délimitées sur le terrain préalablement à toutes opérations par la mise en place d'un balisage, les préservant contre toute circulation d'engins. Ce balisage reste en place durant toute la durée du chantier.

Le déclarant organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents

Article 1.2 - PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES EN PHASE TRAVAUX

De manière à réduire les incidences de l'opération pendant la phase chantier, une attention particulière sera apportée sur l'auto-surveillance par l'entreprise chargée des travaux.

Afin de ne pas altérer la qualité des eaux lors des travaux, l'entreprise sera également tenue de respecter notamment les règles de sécurité suivantes :

- ne pas stocker les matériaux à proximité du réseau hydrographique (en particulier vis-à-vis du lessivage de matières en suspension), ceux-ci étant préférentiellement disposés sur des aires spécifiques, imperméables, équipées de dispositifs de traitement des eaux pluviales ;
- ne pas stationner les engins de chantier à proximité immédiate des zones sensibles (zones humides, axes d'écoulement des eaux superficielles) ;
- des kits anti-pollution seront tenus à disposition des employés, au niveau de chaque zone de stockage et de ravitaillement de carburant, et dans les véhicules de chantier ;

- l'approvisionnement, l'entretien et la réparation des engins devra s'effectuer sur des aires étanches spécialement aménagées à l'écart, et dont les eaux de ruissellement seront recueillies puis traitées avant rejet dans le milieu naturel ;
- aucun fossé de drainage ne sera créé pour maintenir les conditions d'humidité locales ;
- veiller à éviter les pertes accidentelles de matières polluantes ;
- définir un plan de circulation pour les engins de chantiers.

La base chantier, les aires de stockage de matériel et d'engins sont situées en dehors des zones sensibles et devront se positionner de préférence sur les parties hautes du terrain. À la fin des travaux, toutes les installations de chantier, déblais résiduels (hors merlon prévu initialement), matériels de chantier seront évacués et le terrain sera laissé propre.

Le déclarant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement autorisé par le présent arrêté. Sans préjudice des mesures qui pourraient être prescrites, le déclarant devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le déclarant informe la DDTM33, service eau et nature, et le service départemental de l'OFB de l'avancement des travaux (transmission de compte-rendus) et est tenu de signaler à la DDTM33, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet du présent arrêté qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

Article 1.3 - PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX ZONES HUMIDES

- Les zones humides évitées

13 289 m² de zones humides ont été identifiées dans l'emprise du projet, conformément à l'arrêté du 24 juin 2008, modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, qui précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du Code de l'environnement. Parmi les zones humides identifiées, 3 399 m² seront évitées et 9 890 m² seront impactées par le projet.



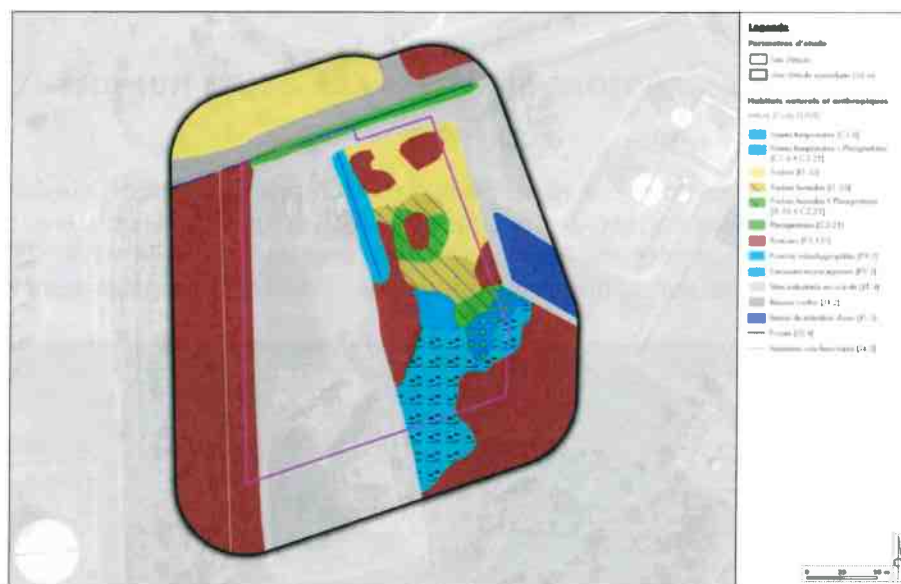
Localisation des zones humides au droit du site



Zone humides impactées par le projet



Mis en défens de la zone humide évitée



Habitats naturels présents à l'état initial sur le site du projet

L'ensemble des zones humides évitées est préservé pendant toute la durée de vie du projet (voir carte des habitats ci-dessus).

Les zones humides évitées sont mises en défens par la pose d'un dispositif adapté (fiche action n°1 en annexe). Aucun accès sur ces zones n'est possible. Ainsi, aucune circulation d'engins, entreposage de matériel, déversement de produit polluant ou piétinement n'a lieu. Un suivi des zones humides est mené en phase chantier de manière à bien appliquer les mesures d'évitement durant la durée du chantier (fiche action n°6 en annexe).

L'utilisation de produits phytosanitaires est interdite, tout comme la plantation de nouvelles espèces. Dans les espaces verts communs, la plantation d'espèces exotiques envahissantes est interdite.

Un suivi en phase chantier est mis en place. La quantification des visites se fera à l'appréciation de l'écologue et selon les phases chantier. Il sera orienté sur l'emprise du projet mais également sur les sites compensatoires ainsi que les zones humides alentours.

Un suivi des fonctionnalités est réalisé pendant toute la durée de l'exploitation pour garantir l'absence d'impact résiduel. Des bilans sont effectués à minima aux années N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30. Indicateurs de suivi : évolution des fonctionnalités des zones

humides (par exemple : Méthode Nationale d'Évaluation des Fonctions des Zones Humides (MNEFZH, OFB 2 023 v2)).

- Localisation des mesures de compensation

Malgré la mise en place de la séquence ERC (Éviter - Réduire – Compenser), des impacts résiduels persistent sur les zones humides avec un impact estimé à 9 890 m². Les impacts seront compensés à hauteur de 149 %, soit une surface de 14 743 m², divisée en 2 parties :

- Une zone non humide de 11 626 m²,
- Une zone humide de 3 117 m².

La zone humide compensatoire est située à proximité immédiate du site, au Sud de la parcelle du projet, au droit des parcelles AB0270, AB0275 et AB0269.



Localisation du site de compensation

- Plan de gestion des zones humides compensées

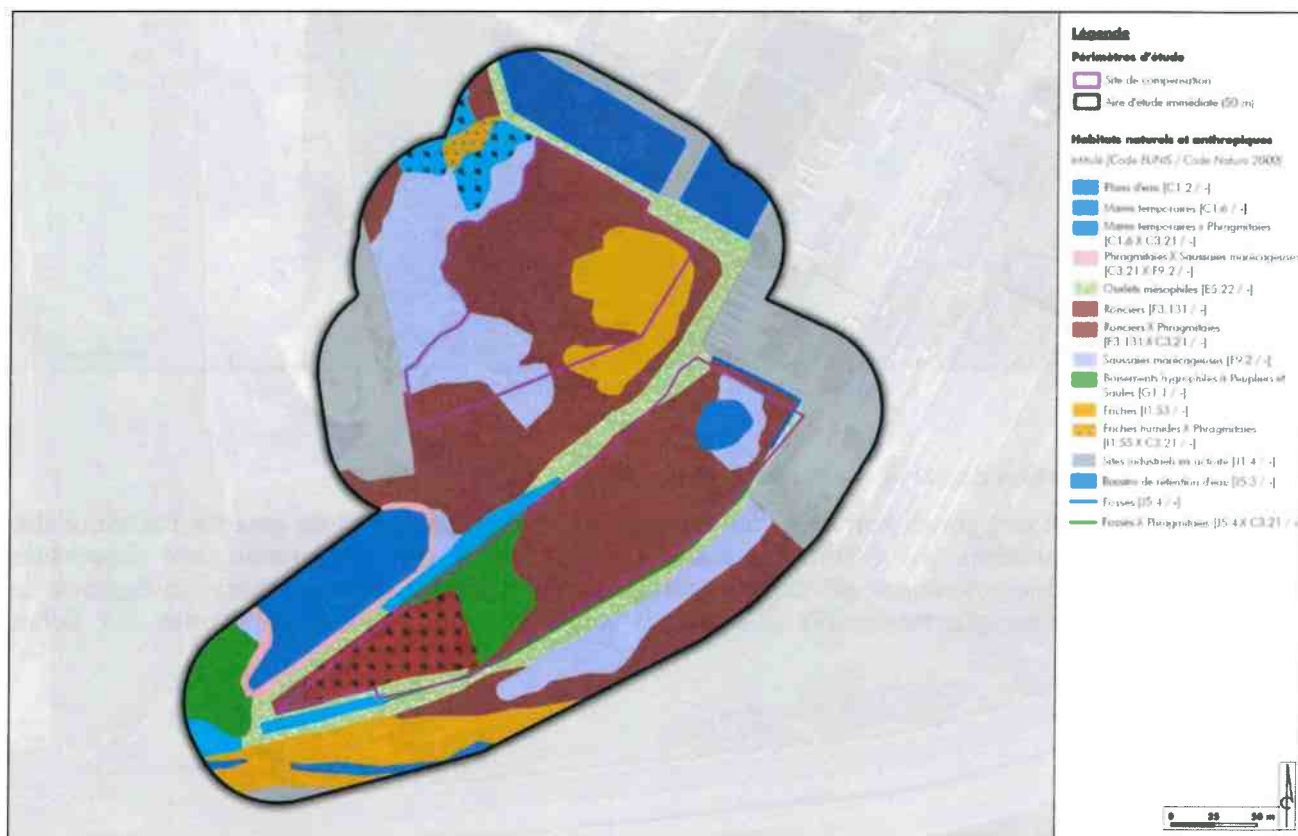
Un plan de gestion des zones humides compensées est mis en place afin de garantir l'atteinte des objectifs de restauration. Les différentes actions composant le plan de gestion sont présentées dans des fiches actions (en annexe). Ces dernières sont synthétisées dans le tableau ci-dessous. Le déclarant veille à ce que l'ensemble des actions mises en œuvre soient conformes aux fiches actions.

LISTE DES FICHES ACTIONS	
N° Fiche	Intitulé
1	Sauvegarde des zones humides existantes
2	Gestion des espèces envahissantes
3	Création de zones humides
4	Amélioration/restauration de zones humides
5	Entretien des zones humides créées et restaurées
6	Accompagnement et suivi

Tableau de synthèse des fiches actions

Objectifs de la compensation :

- Compenser les pertes d'habitats zones humides par la création de nouveaux milieux,
- Réouverture du milieu recouvert par des ronciers permettant de maintenir un milieu humide intéressant,
- Éviter la fermeture des zones compensées et favoriser le développement d'habitats humides ainsi que de la biodiversité (amphibiens notamment).



Habitats naturels présents à l'état initial sur le site de compensation

- Suivi des zones humides compensées

Un suivi spécifique est mis en place afin de s'assurer de la bonne application et de l'efficacité de l'ensemble des mesures du plan d'action en phase chantier et exploitation.

Les mesures de suivi prévues par le pétitionnaire sont présentées dans la fiche n°6 en annexe. Elles sont complétées par les mesures suivantes :

1. Un suivi de la flore est réalisé pendant toute la durée de l'exploitation. Des bilans sont effectués à minima aux années N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30. Indicateurs de suivi : taux recouvrement et diversité d'espèces hygrophiles, localisation des EEE ;
2. Un suivi de la faune est réalisé pendant toute la durée de l'exploitation. Des bilans sont effectués à minima aux années N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30. Indicateurs de suivi : présence d'espèces remarquables ou inféodées aux milieux humides (notamment les amphibiens) ;
3. Un suivi des sols est réalisé pendant toute la durée de l'exploitation. Pour cela, des piézomètres devront être installés à l'intérieur ou à proximité du site de compensation. Des bilans sont effectués à minima aux années N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30. Indicateurs de suivi : sondages pédologiques, relevés piézométriques, évolution de la surface de zone humide (notamment pour les zones humides créées) ;
4. Un suivi des fonctionnalités est réalisé pendant toute la durée de l'exploitation. Des bilans sont effectués à minima aux années N+1, N+2, N+3, N+4, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25, N+30. Indicateurs de suivi : évolution des fonctionnalités des zones humides compensées (par exemple : Méthode Nationale d'Évaluation des Fonctions des Zones Humides (MNEFZH, OFB 2023 v2)).

Le protocole de suivi des fonctions des zones humides doit être proposé pour validation et les notes annuelles et rapports de synthèse sont transmis à la DDTM de la Gironde, au service eau et nature.

- Maîtrise foncière des sites de compensation

CVBE E24 Port de Bordeaux a signé une convention temporaire d'occupation du domaine public avec le GPMB pour une durée de 30 ans qui couvre le site principal de l'unité de méthanisation et la zone de compensation.

Cette compensation sera mise en place simultanément avec la compensation liée à la destruction des habitats favorables aux espèces protégées.

Si un changement de propriétaire intervient, le déclarant veille à ce que cet engagement figure dans l'acte notarié et de la mise à jour de la convention.

Afin de garantir le suivi des objectifs de compensation, le déclarant doit s'assurer que la gestion de ce site de compensation sera effective sur 30 ans minimum. Toutefois, la zone compensatoire doit rester effective le temps de la durée des atteintes (L. 163-1 du Code de l'environnement).

Article 1.4 - GESTION DES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur le chantier et ses abords, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules de travaux, la formation du personnel, le repérage et le balisage des stations d'espèces envahissantes, la gestion des déchets verts issus du dégagement des emprises travaux, l'apport de matériaux et la remise en état du site. À ce titre, un suivi de la végétation est mené en fin de travaux et début d'exploitation, afin de contrôler la repousse de la végétation autochtone et surveiller l'éventuelle implantation des espèces exotiques envahissantes (notamment Buddleia, Jussie, Raisin d'Amérique). Le suivi de la flore sera prolongé en

cas de développement important des espèces envahissantes et, le cas échéant, un protocole de gestion spécifique sera élaboré et appliqué pour limiter la progression de ces espèces.

Pour éviter la dispersion d'espèces exotiques envahissantes, le dépôt et le stockage des déchets (terres et végétaux) sont réalisés sur des emplacements préalablement identifiés, équipés de dispositifs limitant la dispersion de fragments notamment par le vent et l'eau. Les déchets devront être évacués en filières spécialisées.

Le mélange ou le transfert de terres végétales entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes sont interdits.

Article 1.5 - RÉSULTATS DES MESURES ÉVITER – RÉDUIRE - COMPENSER

Les mesures ERC mises en œuvre dans le cadre du projet doivent se traduire par une obligation de résultats. Ces derniers doivent pouvoir s'apprécier de manière objective par l'intermédiaire de paramètres et d'indicateurs mesurables. Ainsi, les indicateurs de suivis doivent permettre d'apprécier la qualité des actions menées.

Le choix des indicateurs s'appuie sur l'objectif et les modalités de la mesure. Les données doivent permettre une comparaison avec l'état initial ou l'année antérieure. Les suivis doivent impérativement être assujettis à une obligation de moyen et de résultat des actions écologiques mises en œuvre.

Dans le cas des zones humides, les plus-values écologiques attendues doivent cibler l'amélioration de l'ensemble des fonctionnalités des zones humides identifiées sur les sites de compensation (hydrologique, biogéochimique et écologique). Le ratio de 150 % prévu par le SDAGE Adour-Garonne n'étant pas atteint (149 %), la plus-value écologique pour l'ensemble des fonctions est d'autant plus attendue.

Après analyse de la Police de l'Eau, dans le cas où les mesures mises en œuvre ne seraient satisfaisantes, le déclarant devra mettre en œuvre de nouvelles mesures afin de compenser à la hauteur des impacts générés.

Article 1.6 - TRANSMISSIONS DES INFORMATIONS CONCERNANT LES ZONES HUMIDES

Conformément à l'article L163-5 du Code de l'environnement en vigueur : « Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité définies au I de l'article L. 163-1 sont géolocalisées et décrites dans un système national d'information géographique, accessible au public sur internet. Les maîtres d'ouvrage fournissent aux services compétents de l'Etat toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de cet outil par ces services. ».

Le bénéficiaire du présent arrêté est tenu de fournir aux services compétents de l'État, aux formats en vigueur, toutes les informations nécessaires, à la bonne tenue de l'outil national de géolocalisation des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité (GéoMCE). Ces informations sont transmises par mail à l'adresse suivante et dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté :

ddtm-gun-iota@gironde.gouv.fr

Merci de nous joindre également, le cas échéant, les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.

- * une fiche « projet » ;
- * une fiche « Mesure » pour chacune des mesures compensatoires prescrites ;
- * une couche SIG de géolocalisation des mesures au format shapefile (.shp), produite dans le système de projection L93/RGF93 (EPSG : 2154), et dont les données attributaires comporteront a minima un champ identifiant explicitement la mesure afférente à l'objet géographique (exemple : nom de la mesure, numéro de la fiche mesure).
- * Les tableurs utilisés pour appliquer la Méthode Nationale d'Évaluation des Fonctions de Zones Humides ou à défaut une proposition d'indicateurs permettant d'évaluer les fonctions des zones humides.

L'ensemble des modèles à utiliser pour les éléments listés ci-dessus, ainsi que la notice d'utilisation du fichier gabarit, sont accessibles sur le site internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, par le lien suivant :

<https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/communication-des-donneesenvironnementalespar-a10758.html>

Les données de géolocalisation des mesures sont fournies régulièrement par le bénéficiaire jusqu'à la mise en œuvre complète des mesures compensatoires selon le cadre ci-dessus, soit au fur et à mesure de leur mise en œuvre, soit a minima annuellement.

Article 1.7 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R514-3-1 du code de l'environnement**, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>

Article 1.8 - PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

Conformément à l'article **R181-44 du Code de l'environnement**, une copie du présent arrêté sera déposée auprès des mairies de Ambares et Lagrave et pourra y être consultée par les personnes intéressées. Il sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture – www.gironde.gouv.fr

Article 1.9 - EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société CVBE E24 Port de Bordeaux.

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Ambares et Lagrave,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux, le 21 Mars 2025

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale



